



Lettre d'information N°14 – Mars 2014

Cette lettre vous est proposée par votre partenaire INTERSUD et sera diffusée à ses fidèles clients

Le financement des PME : constat et voies d'avenir.

Alors que les destins des PME et des grandes entreprises internationales semblent de plus en plus déconnectés, un prestigieux parterre d'économistes s'est penché sur le financement des millions de petites et moyennes entreprises qui constituent le nerf de l'économie européenne.

"Financement des PME, grands défis, nouvelles voies"¹: tel est le titre de l'un des tout derniers Cahiers du Cercles des économistes, une association qui regroupe trente grands noms de la pensée économique française, de David Thesmar à Jean Pisani-Ferry, de Philippe Aghion à Jean-Paul Betbèze (qui dirige cet ouvrage).

Les PME, un levier indispensable pour la croissance

Pour ce dernier, en effet, le constat est clair : l'Europe ne sortira pas durablement de la crise sans PME dynamiques. Elles représentent en effet 99% du nombre des entreprises, 60% de leur valeur ajoutée, 70% de l'emploi. Or, il ne suffit pas "seulement" que la conjoncture ou que les conditions de la croissance s'améliorent pour que ces entreprises redémarrent : encore faut-il qu'elles aient les moyens d'investir, en capital, main d'oeuvre ou recherche.

C'est là où le bât blesse : les PME européennes -surtout en Europe du Sud- sont les victimes collatérales de la politique de la BCE (la banque centrale européenne). Par définition, celle-ci mène en effet une politique pour toute la zone euro qui, automatiquement, aide les économies déjà les plus solides.

Le risque est en outre grand que les banques, qui contribuent en France à 92% au financement des PME, limitent (encore plus) leurs crédits pour se plier aux nouvelles exigences de fonds propres auxquelles elles sont soumises. L'équation est toute différente aux Etats Unis, où 80% du financement long terme des entreprises vient des marchés financiers (ce qui, cependant, induit d'autres aléas !)

Alors qu'en est-il vraiment ? Au fil de ses quinze chapitres, rédigés chacun par des économistes différents -et, il faut le souligner, dans un langage en général assez clair-, l'ouvrage passe en revue les multiples aspects de la question.

1 *Editions Puf, novembre 2013, 14 euros.*



Un constat mitigé

Quelle est, par exemple, l'ampleur du problème de financement des PME en France ?

Réponse : contrairement aux idées reçues, les statistiques n'en donnent pas une vision très claire ! Les PME françaises en effet, sont a priori mieux capitalisées que certaines de leurs voisines, comme les allemandes ! En revanche, leur situation économique est souvent précaire, en raison, notamment, de liens trop fragiles avec leur environnement : grands clients, banques.

Comment la crise a-t-elle affecté cette situation ?

Réponse : le crédit bancaire n'a pas été à proprement parler rationné, sauf pour les entreprises les plus jeunes et les plus petites ; les PME qui le pouvaient ont emprunté, mais moins qu'elles n'ont renforcé leurs fonds propres en intégrant leurs résultats.

Les dispositifs comme la médiation du crédit et OSEO (désormais intégré à la BEI) ont sans doute amorti le choc. Et surtout le crédit interentreprises, représentant environ 850 milliards d'euros, et les crédits intra groupe -740 milliards d'euros- sont désormais plus importants que les financements apportés par les institutions financières ou levés sur les marchés.

Les financements à long terme sont-ils insuffisants ? Réponse : non. L'épargne de long terme des ménages représente environ 150% du PIB. L'argent, autrement dit, ne manque pas !

Les pistes pour l'avenir

Comment donc mobiliser cette épargne vers les PME ? De nouvelles voies se dessinent : l'ouverture du crowdfunding aux entreprises (newsletter de janvier 2014) est l'une d'elles ; la mise en place [d'Enternext](#), place de marché paneuropéenne pour les PME et ETI, pourrait aussi faciliter le financement par les marchés d'une certaine catégorie de (grosses) PME.

La création du PEA-PME - qui ouvre les avantages du PEA aux valeurs moyennes - facilitera le financement des ETI ; mais désormais, les assureurs peuvent aussi prêter directement aux PME (jusqu'à 5% de leurs actifs). Du reste, la Caisse des Dépôts vient de créer des fonds (Novo) à leur destination.

Et pourquoi pas, parallèlement, oeuvrer pour le développement du "corporate venture" ? Autrement dit, l'investissement des grandes entreprises dans le capital de start ups ? Ce financement des "pigeons par les éléphants" est une forme "d'innovation ouverte" très prometteuse, affirme l'économiste Louis Godron.

Mais faciliter la couverture du poste clients constitue aussi, bien évidemment, une piste de travail primordiale tant le crédit interentreprises constitue un instrument de financement crucial.

L'ouvrage le rappelle : seulement 20 000 entreprises ont recours à l'assurance-crédit qui concerne peu les PME et simplement 10% des TPE. L'affacturage, lui aussi, reste réservé à des entreprises déjà bien établies et ne touche que 35 000 entités. D'où l'intérêt de bien connaître la situation financière de ses partenaires afin de leur consentir un crédit en toute connaissance de cause. La spécialité, justement, d'Intersud !